

L'opportune confession d'un haut fonctionnaire macroniste

Posté le : 11 février 2019 20:53 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Humeur, Attitudes, hyperfiscalité

«Les Gilets Jaunes protestent parce que leur revenu disponible est devenu minime et que la violence réglementaire a entamé durement ce qui reste. Il faut comprendre que pour l'Etat français, c'est-à-dire pour nous, hauts fonctionnaires, la définition du revenu disponible est simple : tout revenu est une « dépense fiscale », c'est-à-dire une niche concédée à ceux qui créent de la valeur ajoutée pour la société. Selon notre doxa, ils ne le font que « grâce à la société » et ils n'ont rien à dire. La négation de l'individu, chez nous, est totale. Un assujetti n'est pas l'enfant de ses parents et de ses œuvres mais un produit de la société qui doit se fondre dans la masse dès que l'intérêt de la société l'exige. Tout patrimoine et tout revenu sont des concessions.

Il s'agit d'un totalitarisme, avouons le, puisque nous voyons le citoyen comme totalement sous domination. La violence n'est pas révolutionnaire mais civile, basée d'abord sur la fiscalité et justifiée par un alibi égalitariste. « Tu n'es rien sans l'Etat à qui tu dois tout et qui ne te doit rien. Ton revenu n'est pas le droit du créateur de valeur mais une redistribution selon les critères de l'Etat et des hauts fonctionnaires qui prétendent le régenter. Comme groupe, nous les Hauts Fonctionnaires, nous pensons que nous avons le droit d'en faire ce que nous voulons. Pour flatter notre égo, nous disons même parfois : le devoir».

Nous avons réussi à faire que la dépense publique soit à peu près égale à 100% de la valeur ajoutée produite par les entreprises du secteur marchand industriel et commercial. Bientôt, grâce à Internet nous tiendrons la totalité du comportement des citoyens.

L'impôt des « riches » est donc, pour ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas fuir, entre 80 et 120% de leur revenu brut. Ceux qui fuient cette merveille sont des « salauds », au sens de Bercy ! « On les aura » !

Mais tout de même, il faut faire attention. Car qui va payer nos rémunérations phénoménales et imméritées ? C'est que nous, hauts fonctionnaires influents, nous avons réussi, sans aucune création de richesses, à capter entre 400 à 800.000 Euros par an de rémunérations. Elles sont nettes puisque le plus souvent nous avons trouvé un poste qui assure les frais de la vie courante. Nous cumulons tout sans vergogne avec des systèmes différents de ceux du vulgaire. En pouvoir d'achat, nous arrivons même à obtenir des trains de vie correspondant à un revenu privé avant impôts de 4 à 5 millions d'euros. Epouser une « haute fonctionnaire » que l'on a placée, grâce à la parité, dans la politique et les entreprises sous dépendance d'Etat est la solution la plus simple pour s'enrichir vite. L'Enarchie aime les couples d'Enarques !

Mais il ne faudrait tout de même pas tuer le veau d'or.

Merci Emmanuel, d'avoir réussi le magnifique pronunciamiento qu'a été l'élection présidentielle. On n'allait pas laisser un butor, tenté absivement d'être aussi riche que les meilleurs d'entre nous, mettre à bas l'Enarchie Compassionnelle, cette dictature nécessaire qui s'appuie sur le Trésor, les banques aux ordres, et la presse dans l'attente de nos subventions. La crise de 2008 a merveilleusement favorisé nos plans. Voici le citoyen littéralement ratiboisé par le fisc et taxé à mort par les banques. Il est asphyxié par les sottises déversées à gros bouillon par les chaînes de la

TNT, selon nos désirs. La totale. Oui, il s'agit bien d'un totalitarisme.

Tout allait bien. Nous avons trompé le petit peuple avec des promesses de transfert fiscal, pendant qu'on esquivait les débats en les déviant vers la lutte contre le retour de « Herr Hitler et des pensées nauséabondes ». C'est que nous, les Hauts Fonctionnaires, on est fortiche : on sait jouer au bonneteau fiscal. Vous voulez du pouvoir d'achat : en voilà ! On va le prendre à d'autres, c'est tout.

Notre problème, à nous qui sommes tentés par le pouvoir absolu et les grandes rémunérations injustifiées, ce sont les deux bouts de la chaîne. Il faut que ces c... d'entrepreneurs croient qu'ils vont pouvoir faire quelque chose et créent de quoi payer nos rentes. Il faut que le bas peuple ne se révolte pas. Pour cela, on lui a collé Cyril Hanouna et des redistributions massives. Du pain et des jeux, c'est une formule un peu ancienne, mais elle a du bon.

Alors Emmanuel et Edouard, nos deux proconsuls du moment, sous le regard énamouré de Jospin, mis à la tête du Conseil Constitutionnel où il cumule toutes les retraites possibles et les grasses rémunérations du poste, et de Juppé, maire de Bordeaux où il cumule toutes les retraites possibles avec les gras avantages du poste, ont cru que c'était arrivé. Le royaume de l'Enarchie Compassionnelle Millénaire était en marche. Ah, ce Jospin, qui dans les années 60 crachait sur le bourgeois honni et qui finit sur la rive gauche de Paris à 25.000 euros le m², avec un appartement rue du Regard, et une villa sur l'île de Ré ! Otes-toi de là que je m'y mette ! Grand slogan trotskiste de toutes les générations ! Et ce Juppé qui n'a jamais craché sur les petits à côté de la République et qui a été condamné pour cela mais qui n'en a jamais fini de cracher sur le bourgeois franchouillard de base, le « beauf » comme on aime à dire entre nous, avant de finir à la tête de la ville la plus bourgeoise de l'hexagone !

Emmanuel et Edouard, ils pouvaient être contents. Après une année de réformattes tranquilles et sans aucune importance réelle, ils pouvaient reprendre les affaires comme avant. En route, le rouleau compresseur à « emmerder les Français » ! Bonjour les « plans vélos », les « plans construction », les plans... Enfin, des plans quoi, dans tous les domaines avec des contraintes délirantes pour les malheureux assujettis, d'accord, mais nous, on s'en fout. Avec des impôts et des taxes. La violence administrative n'est jamais dénoncée. Mais à force de céder à tous les groupes de pression qui exigent de « vraies solutions » avec de « vrais » moyens, c'est-à-dire des impôts colossaux en PLUS, on a créé un système ahurissant de contraintes administratives et fiscales.

Au fond, la violence administrative, on aime ça. Cela fait sentir notre pouvoir. Les libertés ont été tuées ou marginalisées. La liberté n'est pas notre truc, du moment qu'on conserve la nôtre.

En revanche, l'entreprise privée, nous n'aimons pas, sauf quand elle nous fait des ponts d'or pour avoir du poids auprès des hauts-fonctionnaires tyranneaux. Tyranniser, tyranniser, il en restera toujours quelques beaux postes « d'influenceurs » et de « facilitateurs », mots doux pour celui un peu moins flatteur de « racketteur », avec belles rémunérations et une retraite qui s'ajoutera à notre retraite statutaire.

Pas une mesure en faveur de la productivité. Alors évidemment les déficits extérieurs ont fâcheusement dérivé. On y arrive, aux 100 milliards d'euros de déficits annuels dans nos échanges et à 100% de dettes par rapport au PIB. La dépense publique ? Elle s'est accrue, bien sûr, puisqu'on n'a réduit aucune dépense. Et qu'il a bien fallu charger la barque pour répondre aux clientèles administratives (le social, la justice, l'armée, la police, l'enseignement, la culture, tout, quoi !).

Les mille administrations ont sorti leurs vieux dossiers et la valse des dépenses et des contraintes a repris de plus belle. Des lois bavardes et kilométriques les ont mis en musique. Et tournez manèges !

Le problème avec les hauts fonctionnaires hégémoniques et dictatoriaux, c'est qu'ils ont la vue basse. Je le sais. J'en suis.

Ils n'ont pas compris ce qu'est réellement le revenu disponible. Ce n'est pas la rémunération brute. Ce n'est pas non plus ce qui reste après avoir enlevé les impôts et les taxes. C'est le moignon d'argent qui reste après avoir payé aussi les dépenses incompressibles, qui sont souvent des dépenses impulsées par l'Etat et ses réglementations. Les frais de logement et de transports forment l'essentiel de ces dépenses. Bien sûr on peut les compresser, mais en changeant de vie, ce qui n'est jamais facile surtout si le train de vie roule vers le bas. Ces dépenses ruinent votre vie si elles deviennent top lourdes aussi sûrement que les impôts.

Nos administrations ont toujours refusé de voir cette évidence et elles ont chargé la barque sans vergogne.

L'automobile a été lourdement taxée. L'essence a été matraquée. Les points enlevés sont une menace quotidienne et imposent des frais énormes pour les petits revenus net net. Il faut repasser son permis ou aller regagner des points dans des séances nullissimes et inutiles qui nourrissent quelques parasites. Le contrôle technique devient hors de prix. Le coût d'une carte grise est extravagant (jusqu'à 11.000 Euros, le prix d'une voiture). Et voilà que ce Monsieur Philippe décide autoritairement et sans concertation, en vertu de sa haute conscience de lui-même, de réduire de 11% la vitesse sur route. Il sait que cela va augmenter de 40 à 50% les amendes automatiques, supprimer quelques dizaines de milliers de permis, emmerder des millions d'utilisateurs obligés. Qu'à cela ne tienne !

Et comme ce Monsieur Philippe a une âme écolo, et qu'il faut bien compenser le départ en vacances de longue durée de M. Hulot, il décide de frapper d'obsolescence programmée et les véhicules et les chaudières. Voici des millions de Français confrontés à des budgets de 10 à 20.000 euros à dépenser à très court terme.

Et comme ce Monsieur Philippe a une âme sérieuse et européiste, il décide d'un trait de plume de faire baisser les retraites en jouant avec l'inflation chaque année (2.2 à 2.4 % en 2018 selon les chiffres provisoires), inflation que la BCE s'efforce de faire remonter par des injections de monnaies démentiennes depuis 2011.

Le programme démagogique du candidat Macron avait ciblé les retraités et les propriétaires. A eux l'augmentation absurde de la CSG et le maintien de l'IFI dans des conditions pires que l'ancien ISF. Le revenu disponible des retraités a rétréci comme une peau de chagrin. On avait promis à une partie d'entre eux de leur faire grâce de la taxe d'habitation. Mais la promesse avait été saucissonnée dans le temps. Alors bonjour la baisse radicale du revenu disponible. Et la colère des maires.

Dans l'euphorie du triomphe de l'Enarchie Compassionnelle, baignée d'écologisme intéressé, nos deux compères ont même été plus loin. Ils ont affirmé, la main sur le cœur : ce n'est qu'un début. Continuons le combat écolo ! Ces taxes, nous allons les augmenter indéfiniment et très fort. Qui c'est-y qui va sauver le monde sinon l'Enarque français ! Hein !

Et nous eûmes les Gilets Jaunes. Ils avaient fait leur calcul de revenu disponible. La coupe était sèche et menaçait de s'aggraver constamment. "Le patrimoine était devenu si étique, si souffreteux, si chétif, si diaphane qu'on voyait la misère au travers (Eugène Sue - Atar-Gull 1831). La litanie des jaunes samedis commença.

Emmanuel annonça : il faut qu'on cause. Alors il cause. De tout et de rien, avec qui veut bien. Après avoir suspendu les mesures de taxation à prétention écolo. Une vraie diarrhée verbale.

Les Gilets jaunes disent : « aboule le fric et plus vite que ça. Y a qu'à le prendre aux riches ! Sinon casses toi pauvre c... et les jaunes samedi deviendront une institution nationale comme le Tour de France, mais à périodicité hebdomadaire ». Les chaînes d'info (!) continue se frottent les babines. Suivre un numéro de cirque de Macron pendant sept heures ou un cortège étique de gilets jaunes

pendant la même durée, ce n'est pas cher et cela rapporte gros. La télé réalité, il n'y a que cela de vrai.

La panique conduit les Hauts Fonctionnaires à envisager de donner des satisfactions aux révoltés. On ne peut rien leur donner de plus que les 10 milliards déjà distribués. Alors on va leur servir de la haine en boîte. On va augmenter les impôts des riches ! Ah ça que l'idée, elle est nouvelle et quelle est bonne ! Hollande sort de ce corps on t'a reconnu.

Les Français aisés sont comme les autres Français. Ils ont été étrillés par la crise de 2008 et ont perdu beaucoup. Tous les retraités un peu fortunés (c'est-à-dire ayant un appartement à Paris et une maison de campagne), savent bien qu'ils ont dû taper dans les réserves pendant dix ans pour payer les impôts démentiels qu'on leur a mis à charge. Leur revenu disponible a suivi celui des autres. Il a fondu vertigineusement. 100% de hausses d'impôt à Paris depuis Delanoë. Des lois démentes leur imposant des opérations hyper coûteuses dans leurs logements. Les contraintes continues dans tous les domaines. La perte constante de libertés. Les vols. On masque cette réalité dominante par un discours abject selon lequel les « triomphateurs de la mondialisation » se seraient « gorgés de fric » de façon indécente et refuseraient désormais les solidarités les plus élémentaires. Il y a certes, heureusement, quelques milliers de Français qui ont gagné beaucoup d'argent, en général pour avoir réussi à s'intégrer dans des entreprises mondialisées. S'ils ne sont pas partis de France, ils ont payé beaucoup d'impôts. Et pratiquement tous peuvent partir dès demain sans grand dommage. Vouloir saquer ces quelques milliers de gens est sans intérêt. Ratainer à nouveau les 10 millions de foyers aisés (pour un haut fonctionnaire on est aisé à partir de 2000 euros par mois) ne mènera à rien.

La haute fonction publique croit, comme la royauté sous l'ancien régime, qu'elle pourra survivre en jouant le haut de panier et les classes populaires les uns contre les autres. En Urss et en Chine, on a très bien compris que le régime socialiste ruinant le pays, les seules satisfactions qu'on pouvait donner au peuple, pour le calmer, était de mettre en prison voire de fusiller quelques abusifs. Xi Jin Pin connaît le truc parfaitement. Il fonctionne tous les jours sur ce mode délicieux. Hollande avait cru qu'il suffirait d'injurier quelques riches pour calmer les masses. Grosse erreur !

Alors tous les ralliés « ni de gauche ni de droite » de LREM font leur Xi Jin Pin de pacotille. Sortir de la crise des Gilets Jaunes, c'est si simple : on va taxer les riches, car les « cadeaux » qu'on leur a faits étaient conditionnels. La condition c'est que nous soyons réélus. Leur argent est notre argent. Il suffit de prélever un peu plus à la source : il leur restera ce que nous voulons bien. Et nous voulons bien prendre le maximum, mais il faut qu'ils rentrent à la niche, sans les niches».

L'ennui, c'est que ce qui reste du revenu net, net, net (après avoir enlevé les impôts, les charges, et les conséquences des mille mesures de contraintes prises à l'encontre de tout ce qui bouge et de tous ceux qui font), ce n'est presque rien.

L'Enarchie Compassionnelle veut se sauver par des mesures « symboliques » qui achèveront le pays.

Pendant ce temps-là, aucun des graves dangers extérieurs qui contribuent à affaiblir l'économie française n'est discuté.

La France a disparu comme entité identifiable et respectable, dissoute de l'intérieur et de l'extérieur. Même un médiocre absolu comme l'italien Di Maio, une sorte de Benalla trouvé dans une poubelle de la banlieue napolitaine, croit pouvoir l'écraser comme une crotte de pigeon sur la place Saint Marc.

Alors, je l'avoue, j'ai honte ».

Pcc A. K.